

THEME I : FRAGILITÉ DES DÉMOCRATIES, TOTALITARISME ET SECONDE GUERRE MONDIALE

Chap I : La crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Introduction

À la fin des années 1920, les États-Unis sont la première puissance économique mondiale et le principal créancier de nombreux pays. Le krach de Wall Street, en octobre 1929, transforme les fragilités de l'économie américaine en une crise profonde. Celle-ci se diffuse rapidement dans une économie déjà mondialisée et provoque une longue période de recul de la production, du commerce et de l'emploi : la **Grande Dépression**. Face à cette situation, les États abandonnent progressivement le libéralisme économique traditionnel et interviennent davantage dans l'économie et la société.

Problématique générale : Comment la crise de 1929 devient-elle une dépression mondiale qui bouleverse les sociétés et transforme le rôle de l'État ?

H1 : De la crise américaine à la dépression mondiale

Problématique : Comment la crise née aux États-Unis en 1929 devient-elle une dépression mondiale qui déstabilise les économies et les sociétés ?

1) Des déséquilibres hérités de la guerre au krach de 1929

La Première Guerre mondiale bouleverse les rapports économiques internationaux. Les pays européens sortent du conflit affaiblis, endettés et confrontés aux coûts de la reconstruction. À l'inverse, les États-Unis deviennent la première puissance économique et financière mondiale ainsi que les principaux créanciers de l'Europe.

Le fonctionnement de l'économie européenne dépend alors largement des capitaux américains. Les États-Unis prêtent notamment à l'Allemagne, qui utilise ces capitaux pour payer les réparations dues à la France et au Royaume-Uni. Ces deux pays peuvent ainsi rembourser leurs dettes de guerre aux États-Unis. Ce circuit financier demeure fragile, car il repose sur la continuité des prêts américains. Les déséquilibres monétaires et le difficile retour à l'étalon-or renforcent également cette instabilité.

Malgré la forte croissance des années 1920, **l'économie américaine demeure déséquilibrée**, car la production agricole et industrielle progresse plus rapidement que la consommation. Cette situation entraîne une **surproduction**. Dans le même temps, les achats d'actions à crédit alimentent une importante **spéculation boursière** : la valeur des actions se détache progressivement de la situation réelle des entreprises.

À partir de septembre 1929, les cours commencent à baisser. Le 24 octobre, le « jeudi noir », une vague massive de ventes provoque l'effondrement de la Bourse de Wall Street. Le krach ne constitue donc pas l'unique cause de la crise : il révèle et amplifie des déséquilibres américains et internationaux accumulés depuis la Première Guerre mondiale.

2. Du krach boursier à la Grande Dépression

La chute de la valeur des actions ruine de nombreux investisseurs et fragilise les banques qui leur avaient accordé des crédits. Confrontés à la panique des épargnants et aux défauts de

remboursement, des milliers d'établissements bancaires font faillite. Le crédit devient plus rare, ce qui empêche les entreprises d'investir et les ménages de consommer.

La crise financière se transforme ainsi en crise économique. Face à la baisse de la demande, les entreprises réduisent leur production et licencient. Les faillites et le chômage provoquent une nouvelle diminution de la consommation, qui aggrave à son tour la crise.

Un cercle vicieux s'installe : **krach boursier** → **faillites bancaires** → **raréfaction du crédit** → **baisse de la consommation et des investissements** → **recul de la production** → **faillites et chômage**.

La production industrielle américaine chute fortement et le nombre de chômeurs passe d'environ 1,5 million en 1929 à près de 13 millions en 1933, soit environ un quart de la population active. Les campagnes sont également touchées par l'effondrement des prix agricoles et par l'endettement. Des familles de fermiers sont expulsées de leurs terres et prennent la route à la recherche d'un travail. La pauvreté, la faim et les bidonvilles progressent. La crise devient une **dépression**, c'est-à-dire une période durable de recul de la production, des investissements et de l'emploi.

3. Une crise qui se diffuse au monde entier

Les États-Unis occupent une place centrale dans l'économie mondiale. Après le krach, les banques et les investisseurs américains rapatrient leurs capitaux placés à l'étranger, notamment en Europe. Plusieurs banques européennes font faillite à partir de 1931. Les États-Unis réduisent également leurs importations et adoptent des mesures protectionnistes. D'autres pays les imitent, ce qui provoque l'effondrement du commerce international. En 1932, la valeur des échanges mondiaux a diminué d'environ 70 % par rapport à 1929.

Activité 1 : Les conséquences de la crise en Amérique latine (PPO)

L'économie sud-américaine dépend largement des exportations de matières premières et de produits agricoles vers les États-Unis et l'Europe : café brésilien, sucre cubain, cuivre chilien ou étain bolivien. La contraction du commerce mondial entraîne l'effondrement des exportations et des prix. Au Brésil, une partie des stocks de café est même détruite pour tenter d'enrayer la chute des cours. Les revenus des États et des producteurs diminuent, tandis que le chômage et la pauvreté progressent.

Cette crise économique et sociale provoque une forte instabilité politique. Des coups d'État renversent plusieurs gouvernements, notamment en Argentine et au Brésil en 1930. Des régimes autoritaires se mettent en place et certains États cherchent à réduire leur dépendance en développant une production industrielle nationale. La crise de 1929 devient donc une crise mondiale, mais ses conséquences diffèrent selon le degré de dépendance des territoires à l'égard des capitaux et des marchés internationaux.

Notion	Définition
Surproduction	Situation dans laquelle la production est supérieure à la demande, ce qui provoque l'accumulation des stocks et la baisse des prix.
Action	Part du capital d'une entreprise pouvant être achetée ou vendue en Bourse.
Spéculation boursière	Achat d'actions dans l'espoir de les revendre rapidement à un prix plus élevé et d'en tirer un bénéfice.
Bulle spéculative	Hausse excessive du prix des actions, déconnectée de la valeur réelle et des résultats des entreprises.
Krach boursier	Effondrement brutal et massif du cours des actions en Bourse.
Crise financière	Perturbation brutale du système financier, marquée par la chute des cours, les faillites bancaires et la contraction du crédit.
Crise économique	Dégradation de la situation économique caractérisée par la baisse de la production, des investissements, de la consommation et de l'emploi.
Effet domino	Enchaînement dans lequel la défaillance d'un acteur ou d'un secteur entraîne celle des autres.
Dépression	Crise économique profonde et durable, caractérisée par une forte baisse de la production et de la consommation et par un chômage élevé.
Grande Dépression	Période de dépression économique mondiale provoquée par la crise de 1929 et qui se prolonge pendant les années 1930.
Chômage de masse	Situation dans laquelle une part importante et durable de la population active est privée d'emploi.
Mondialisation de la crise	Diffusion de la crise américaine au reste du monde par les échanges commerciaux, les investissements et les flux financiers.
Protectionnisme	Politique qui protège la production nationale de la concurrence étrangère en limitant les importations, notamment par des droits de douane.
Dévaluation	Diminution officielle de la valeur d'une monnaie par rapport aux monnaies étrangères afin de favoriser les exportations.
Coup d'État	Prise du pouvoir soudaine et illégale, généralement par la force.
Étalon-or	Système monétaire dans lequel la valeur d'une monnaie est définie par rapport à une quantité fixe d'or. Il limite la liberté des États pour dévaluer leur monnaie et mener une politique de relance.

Problématique : Comment la crise de 1929 transforme-t-elle le rôle de l'État dans les démocraties ?

1. L'échec des premières réponses fragilise les régimes politiques

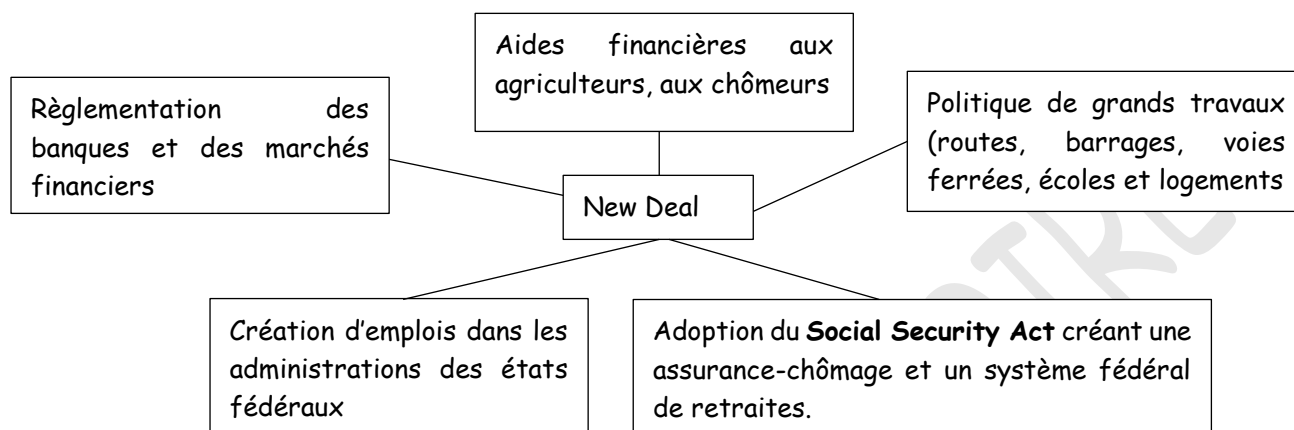
Au début de la crise, la plupart des gouvernements restent attachés au **libéralisme économique**. Ils pensent que le retour à l'équilibre budgétaire et la baisse des coûts permettront à l'économie de repartir. Ils appliquent donc des politiques de **déflation** : réduction des dépenses publiques, baisse des salaires et limitation du crédit. Ces mesures diminuent toutefois davantage la consommation et aggravent le chômage.

Les États cherchent également à protéger leur économie en augmentant les droits de douane et en limitant les importations. Ce **protectionnisme** provoque des mesures de rétorsion et accélère la contraction du commerce mondial. Certains pays dévaluent leur monnaie afin de rendre leurs exportations plus compétitives. Ces réponses nationales contribuent ainsi à diffuser et à prolonger la crise.

L'incapacité des gouvernements à rétablir rapidement la prospérité nourrit les tensions sociales et la défiance envers les institutions démocratiques. En Amérique latine, plusieurs gouvernements sont renversés par des coups d'État. En Allemagne, le chômage de masse favorise la progression du parti nazi et l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. Dans certaines démocraties, cependant, la crise conduit à une autre évolution : l'État intervient désormais directement pour soutenir l'activité, protéger la population et encadrer le marché.

2. Roosevelt expérimente le New Deal aux États-Unis — PPO

Élu président des États-Unis en novembre 1932, le démocrate **Franklin Delano Roosevelt** entre en fonction en mars 1933. Il propose un « New Deal », c'est-à-dire un renforcement de l'intervention de l'État fédéral. Son objectif est de secourir les populations, de relancer l'économie et de réformer le capitalisme afin d'éviter une nouvelle crise.



Le New Deal pose ainsi les fondements d'un **État-providence**, qui intervient pour protéger la population contre certains risques sociaux.

Le bilan reste cependant partiel. La production et les échanges se redressent, tandis que le chômage diminue, mais celui-ci touche encore près de 17 % de la population active en 1938. Le New Deal ne met donc pas fin à la dépression : la mobilisation économique liée à la Seconde Guerre mondiale permet seule le retour au plein emploi. Il transforme néanmoins durablement les rapports entre l'État fédéral, l'économie et la société, sans supprimer le capitalisme ni remettre en cause la démocratie.

3. Le Front populaire et les accords Matignon en France — PPO

La France est touchée plus tardivement par la crise, à partir de 1931, mais celle-ci y dure plus longtemps. La production recule, le chômage et la pauvreté augmentent. La crise économique se double d'une crise politique, marquée par la progression des ligues d'extrême droite et par les violences du 6 février 1934. Les partis de gauche — radicaux, socialistes et communistes — s'unissent alors dans le **Front populaire**, qui remporte les élections législatives de mai 1936. Le socialiste **Léon Blum** devient président du Conseil.

La victoire du Front populaire déclenche un vaste mouvement de « grèves joyeuses » accompagné d'occupations d'usines. Près de deux millions de salariés réclament une amélioration de leurs conditions de travail. Sous l'arbitrage du gouvernement, les représentants du patronat et de la CGT signent les **accords Matignon** dans la nuit du 7 au 8 juin 1936. Ils prévoient des augmentations de salaire, la reconnaissance de la liberté syndicale, la généralisation des conventions collectives et l'élection de délégués du personnel.

Ces accords sont complétés par les lois de juin 1936 qui instaurent deux semaines de congés payés et réduisent la durée hebdomadaire du travail à 40 heures. Ces mesures permettent aux salariés d'obtenir de nouveaux droits et cherchent également à soutenir la consommation. Elles suscitent cependant une forte opposition patronale et politique. Confronté à la persistance des difficultés

économiques, à la fuite des capitaux et aux divisions de sa majorité, Léon Blum annonce une pause dans les réformes en 1937.

Le New Deal et les accords Matignon constituent ainsi deux réponses démocratiques à la crise. Dans les deux cas, l'État intervient davantage dans l'économie et la société. Toutefois, le New Deal repose surtout sur l'action directe de l'État fédéral et les investissements publics, tandis que les accords Matignon résultent d'une négociation sociale arbitrée par le gouvernement et donnent la priorité à l'amélioration des droits des salariés.

Notion	Définition
Libéralisme économique	Doctrines selon laquelle l'économie doit principalement reposer sur la libre initiative des acteurs privés et sur une intervention limitée de l'État.
Déflation	Baisse générale des prix et des salaires, souvent provoquée par une politique de réduction des dépenses et de la monnaie en circulation.
Interventionnisme	Politique par laquelle l'État agit directement sur l'économie pour soutenir l'activité, réglementer les marchés ou protéger la population.
Politique de relance	Politique destinée à stimuler la production, la consommation et l'emploi, notamment par l'augmentation des dépenses publiques.
New Deal	Politique interventionniste mise en œuvre par Franklin D. Roosevelt aux États-Unis à partir de 1933 pour combattre la crise et le chômage.
Grands travaux	Travaux d'infrastructures financés par l'État afin de créer des emplois et de soutenir l'activité économique.
État-providence	État qui intervient pour protéger la population contre les principaux risques sociaux : chômage, maladie, vieillesse ou pauvreté.
Front populaire	Coalition française des partis de gauche qui remporte les élections législatives de mai 1936 et forme un gouvernement dirigé par Léon Blum.
Grève	Cessation collective et volontaire du travail par les salariés afin d'obtenir des améliorations professionnelles ou sociales.
Accord collectif	Accord négocié entre les représentants des salariés et ceux des employeurs pour fixer les conditions de travail et de rémunération.
Accords Matignon	Accords signés le 8 juin 1936 entre le patronat et les syndicats, sous l'arbitrage du gouvernement, prévoyant notamment des hausses de salaire, la reconnaissance syndicale et les conventions collectives.
Réformes sociales	Mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions de travail et la protection des salariés.
Conventions collectives	Accord négocié entre les représentants des salariés et des employeurs qui fixe les conditions de travail et d'emploi d'une branche ou d'une entreprise : salaires, horaires, congés et garanties sociales.